

Décision n° 2011-0438
de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes
en date du 26 avril 2011
attribuant des ressources en numérotation à
la Société Française du Radiotéléphone
(numéros de la forme 07 AB PQ MC DU)

L'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu le code des postes et des communications électroniques, et notamment ses articles L. 36-7 et L. 44 ;

Vu le dossier de déclaration déposé par la Société Française du Radiotéléphone (récépissé de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes n° 09-1153 en date du 5 mai 2009) ;

Vu la décision n° 05-1084 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 15 décembre 2005 approuvant les règles de gestion du plan national de numérotation ;

Vu la décision n° 05-1085 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 15 décembre 2005 modifiée fixant l'utilisation des catégories de numéros du plan national de numérotation ;

Vu la décision n° 09-0406 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 5 mai 2009 relative à l'ouverture de la tranche de numéros commençant par 07 ;

Vu les demandes au nom de la Société Française du Radiotéléphone en date des 3 mars 2011, 28 mars 2011 et 5 avril 2011, reçues les 8 mars 2011, 28 mars 2011 et 5 avril 2011, sollicitant l'attribution de 1 000 000 numéros non géographiques ;

Vu les réponses de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date des 28 mars 2011 et 1^{er} avril 2011 ;

Après en avoir délibéré le 26 avril 2011 ;

.../...

Décide :

Article 1 – Les numéros de la forme 07 78 PQ MC DU sont attribués, jusqu'au 26 avril 2031, à la Société Française du Radiotéléphone (Siren : 403 106 537) pour la fourniture au public de ses services de téléphonie mobile.

Article 2 - La Société Française du Radiotéléphone acquitte, pour les numéros attribués à l'article 1^{er}, la taxe prévue à l'article L. 44 du code des postes et des communications électroniques susvisé.

Article 3 - Conformément aux dispositions de l'article L. 44 du code des postes et des communications électroniques, les numéros attribués à l'article 1^{er} ne peuvent pas être protégés par un droit de propriété intellectuelle. Ils ne peuvent faire l'objet d'un transfert qu'après accord de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes.

Article 4 - Au 31 janvier de chaque année, la Société Française du Radiotéléphone adresse à l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes un rapport sur l'utilisation effective des numéros attribués selon le modèle prévu par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes disponible sur son site internet.

Article 5 - Le directeur des services fixe et mobile et des relations avec les consommateurs de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à la Société Française du Radiotéléphone.

Fait à Paris, le 26 avril 2011

Le Président

Jean-Ludovic SILICANI